

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie – CS 70004
18021 BOURGES CEDEX

Orléans, le 06/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



BERNARDY

12 route de Tours

Launay

18100 THENIOUX

Références : VAT2022-0418

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2022 dans l'établissement BERNARDY implanté 12 route de Tours Launay 18100 THENIOUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisé de manière inopinée dans le cadre de l'action nationale de recherche de perturbateurs endocriniens dans les rejets aqueux industriels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERNARDY
- 12 route de Tours Launay 18100 THENIOUX
- Code AIOT dans GUN : 0010000008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

La société BERNARDY exploite sur la commune de Thénieux une usine de fabrication de produits chimiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale "Perturbateurs endocriniens"
- Action nationale "Gestion de la sous-traitance"
- Rejets aqueux
- REACH - FDS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point 3 : Soustraction	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 4.6. Permis de travail et/ou permis de feu	/	Sans objet
Point 4 : Rejets aqueux - DCO	Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5/ Valeurs limites de rejets aqueux	/	Sans objet
Point 5 : Rejets aqueux - Cu Ni	Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 6/ Auto-surveillance des rejets aqueux	/	Sans objet
Point 7 : REACH - Respect FDS Lessive de soude caustique	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II Art. 7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point 1 : Action nationale Perturbateurs endocriniens	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet
Point 2 : Soustraction	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37	/	Sans objet
Point 6 : REACH - Respect FDS Lessive de soude caustique	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II Art. 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Point 1 : Action nationale Perturbateurs endocriniens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Perturbateurs endocriniens
Prescription contrôlée : Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions polluantes dans l'environnement, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées
Constats : L'inspection a constaté l'installation de préleveurs sur le réseau d'effluents aqueux de l'établissement avant leur rejet dans le milieu. Cet appareillage permet la prise d'échantillons sur une durée de 24 heures. Ces échantillons seront par la suite analysé par l'INERIS qui recherchera la présence de perturbateurs endocriniens.
Observations : L'établissement est spécialisé dans la chimie minérale et la synthèse de molécules telles que les sels de Nitrate, d'Hydroxyde, de Chlorure, des Acétates, des Peroxydes et des Oxalates. Ces substances sont utilisées pour des produits cosmétiques et pharmaceutiques. Les effluents aqueux de l'établissement sont constitués des eaux de lavage de réacteurs. Ces effluents sont traités en interne par une station de traitement physico-chimique avant d'être rejetés au milieu naturel (Cher) à raison de 90m ³ /jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 2 : Soustraitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Constats : Conforme
Observations : L'exploitant confirme qu'il n'y a pas de sous-traitant à demeure sur son site. L'exploitant fait appel à des entreprises extérieures pour réaliser certains travaux. Chaque entreprise extérieure intervenant sur le site reçoit une présentation qui aborde les activités de l'établissement, les dangers, la conduite à tenir en cas d'accident. Cette présentation est suivie d'un questionnaire de validation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 3 : Soustraitance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 4.6. Permis de travail et/ou permis de feu
Thème(s) : Actions nationales 2022, Permis de feu
Prescription contrôlée : Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière. Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure où les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.
Constats : L'exploitant ne justifie pas de la réalisation d'une vérification des installations à la fin des travaux avant la reprise de l'activité.
Observations : Les interventions réalisées par une entreprise extérieure font l'objet d'un plan de prévention voire d'un permis de travail ou d'un permis de feu si besoin. L'inspection a vérifié que ces documents mettent en évidence la nature des travaux, les risques inhérents et les consignes de sécurité associées. Ces consignes sont signées par l'exploitant et l'opérateur des travaux. Néanmoins, l'inspection a constaté que l'exploitant ne peut pas justifier de la réalisation d'une vérification des installations à la fin des travaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 4 : Rejets aqueux - DCO

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5/ Valeurs limites de rejets aqueux
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : VLE pour DCO = 300 mgO ₂ /L
Constats : Les rejets de l'établissement font l'objet de dépassements de la VLE autorisée pour le paramètre DCO pour les mois de juin, septembre, octobre, novembre 2021 et février, mars, avril 2022.
Observations : La VLE pour la DCO est fixée à 300 mg/L. Cette VLE est dépassée pour les mois de juin (361 mg/L) , septembre (307 mg/L), octobre (915 mg/L), novembre 2021 (566 mg/L) et février (991 mg/L), mars (425 mg/L), avril 2022 (359 mg/L).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 5 : Rejets aqueux - Cu Ni

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 6/ Auto-surveillance des rejets aqueux
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Avant tout rejet au milieu naturel des eaux industrielles par bâchées, l'exploitant effectue un contrôle portant sur les paramètres prévus à l'article 3.1.8 de l'arrêté du 19/03/99
Constats : Pour les paramètres Cuivre et Nickel, les résultats inférieurs à 31 microgramme/L (ppb) sont notés égaux à 0 dans GIDAF.
Observations : Pour le paramètre Cu, les déclarations GIDAF font état d'une concentration égale à 0 pour les mois de septembre à décembre 2021. Pour le paramètre Ni, les déclarations GIDAF font état de concentration égale à 0 pour les mois juin et de août à avril 2021. L'exploitant explique que les résultats inférieurs à 31 microgramme/L (ppb) sont déclarés à "0" sur le portail de télédéclaration GIDAF. L'exploitant a présenté la "Fiche de suivi - Analyses des eaux" où il apparaît effectivement la procédure interne de déclarer des paramètres à "0" si les concentrations sont inférieures à une certaine valeur (31 ppb dans le cas du Cu et de Ni). Par échantillonnage, l'inspection a vérifié pour les analyses du 22/09/21, 10/11/21, 17/12/21 où les concentrations en Cu et Ni sont à "0" dans GIDAF que les paramètres Cu et Ni ont bien été analysés. A cette fin, l'exploitant a fourni les fiches d'analyse correspondantes. L'inspection a constaté que les analyses du Cu et Ni ont été réalisées et que les concentrations en Cu et Ni pour les 3 jours sont inférieures à 31 ppb. L'inspection précise que la déclaration GIDAF à "0" est permise lorsque la concentration est inférieure à la limite de détection. L'exploitant communiquera les limites de détection pour les paramètres Cu et Ni.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 6 : REACH - Respect FDS Lessive de soude caustique

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II Art. 5
Thème(s) : Produits chimiques, FDS : Rubrique 5
Prescription contrôlée : Moyens d'extinction appropriés : Mousse , CO2, poudre sèche
Constats : Conforme
Observations : Le moyen d'extinction disponible pour la zone de stockage de la substance est un extincteur à poudre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 7 : REACH - Respect FDS Lessive de soude caustique

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II Art. 7
Thème(s) : Produits chimiques, FDS : Rubrique 10
Prescription contrôlée : Matières incompatibles Conserver à l'écart des : Acides, solution ammoniacale, hydrocarbures chlorés
Constats : Non-respect des prescriptions de la FDS au sujet des incompatibilités de stockage.
Observations : La lessive de soude caustique partage sa rétention avec un stock d'ammoniacale.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet